

Article 31 du Règlement

Laissez-moi vous citer M. Strong. Il disait:

Si nous continuons comme si de rien n'était, la vie telle que nous la connaissons ne survivra pas au XXI^e siècle.

Je conseille aux députés d'en face de prendre note de cette sage prédiction.

* * *

LES ENFANTS

Mme Louise Feltham (Wild Rose): Monsieur le Président, le 4 mai 1992, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a annoncé le programme *Grandir ensemble*, une initiative de 2,5 milliards de dollars destinée à lutter contre les dangers qui menacent la santé et le bien-être des enfants.

La nouvelle prestation fiscale pour enfants, qui va augmenter de 2,1 milliards de dollars l'aide du gouvernement fédéral aux familles au cours des cinq prochaines années, a commencé à être versée en janvier 1993.

Des négociations sont en cours avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour augmenter les efforts de prévention, d'intervention et de promotion de la santé à l'intention des enfants et leurs familles qui vivent dans des collectivités à risques élevés.

Un protocole d'entente a déjà été signé en Nouvelle-Écosse, et nous nous attendons à ce que des ententes soient signées prochainement dans toutes les provinces.

Près de 30 autres programmes qui concernent des problèmes comme la lutte contre le cancer chez les enfants, les enfants portés disparus, les bébés en bonne santé et le renforcement des liens familiaux ont répondu aux besoins des familles canadiennes qui ont des enfants, et continueront à le faire.

* * *

LES ÉLECTIONS À TERRE-NEUVE

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, on a des lendemains qui chantent lorsqu'on est libéral.

La victoire électorale d'hier rend un grand hommage aux qualités de chef de Clyde Wells et à son équipe, notamment les milliers de travailleurs libéraux qui ont incité les gens à voter pour leur parti. Cela en dit long sur le bon sens des électeurs, qui ont préféré la compétence à l'ineptie la vision au vague et le réalisme au rêve.

Il y avait une grande part de rêve. Les néo-démocrates rêvaient tout éveillés qu'ils allaient avoir 30 sièges. Ils en ont gagné un seul.

Les conservateurs ont promis des gains sans douleur. Notre ministre fédéral des Pêches a fait sa part en laissant un des candidats annoncer un projet d'aide aux pêcheries avant que celui-ci ne soit prêt et en bâillonnant ses

fonctionnaires pour les empêcher de dire la vérité au sujet de projets de quai imaginaires.

Les Terre-Neuviens n'ont pas mordu à l'hameçon conservateur. Les électeurs canadiens n'y mordront pas non plus. Voici des élections terminées, attendons les prochaines.

* * *

LES BANQUES D'ALIMENTATION

Mme Barbara Greene (Don Valley—Nord): Monsieur le Président, je n'ai jamais dit que les gens abusaient des banques d'alimentation ou que les clients de ces banques d'alimentation étaient des profiteurs. Je ne m'en suis jamais prise aux employés ou aux bénévoles qui travaillent dans les banques d'alimentation.

Je suis d'accord avec les responsables des banques d'alimentation qui disent qu'il faut éliminer la nécessité de ce service. Pour certains, c'est humiliant et dégradant d'avoir à utiliser les banques d'alimentation. Pour d'autres, c'est un service inaccessible, par exemple pour les personnes handicapées, les personnes âgées et les femmes qui ont de très jeunes enfants. C'est une piètre façon d'assurer des services sociaux fondamentaux.

Dans les provinces où les prestations d'aide sociale ne suffisent pas à payer le strict nécessaire, il faudrait hausser ces prestations. Là où elles sont suffisantes, il faudrait favoriser les programmes qui permettent aux gens de se tirer d'affaire eux-mêmes.

Un sac de nourriture ne dure qu'une seule journée. Le fait d'apprendre à cuisiner, à dépenser intelligemment et à adopter une alimentation plus équilibrée permet d'économiser toute sa vie et garantit une meilleure santé.

Le Sous-comité sur la pauvreté envisage de recommander de nouvelles mesures pour contrer la pauvreté. Ces mesures permettraient de déterminer si le niveau d'aide sociale est adéquat et si les programmes gouvernementaux et les changements économiques aident les pauvres ou s'ils leur nuisent plus qu'autre chose.

J'espère que ces mesures permettront au moins de faire porter les efforts sur les familles canadiennes qui comptent sur la charité pour combler leurs besoins fondamentaux.

* * *

L'ASSOCIATION NATIONALE DES CENTRES CULTURELS ET ÉDUCATIFS

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, les dernières compressions budgétaires fédérales menacent l'existence même de programmes importants pour les Premières nations dans le domaine de la culture, par exemple.